

FIN DU CESSEZ-LE-FEU

UNE NOUVELLE ÉTAPE COMMENCE



Abdullah Öcalan, leader du Peuple kurde, a déclaré, après avoir fait le constat que ses efforts en faveur de la paix ne trouvaient pas d'interlocuteur, qu'il retirait ses offres de négociation. Le conseil exécutif du KCK, en conséquence, a mis fin au cessez-le-feu qu'il avait décrété unilatéralement, en avril 2009, précédemment au lancement du projet "d'ouverture démocratique".

Ce projet "d'ouverture démocratique" a tracé un bien sombre tableau et révélé les véritables intentions du gouvernement turc qui porte l'entière responsabilité de cette rupture.

Une nouvelle étape commence dans la lutte kurde pour la liberté.

Malgré les efforts du conseil exécutif du KCK qui, durant plus d'une année, s'est abstenu de toute action, dans le but de faciliter le processus "d'ouverture démocratique", le gouvernement turc n'a cessé de pourchasser les hommes et les femmes politiques, d'interdire la lutte légale et d'entreprendre des actions militaires contre les bases des guérilléros. Cette politique est à mettre à son débit.

Une nouvelle étape commence dans la lutte kurde pour la liberté.

Après le complot de 1999 et l'arrestation du leader kurde Abdullah Öcalan, une chance avait néanmoins été donnée au gouvernement turc qui ne l'a pas saisie : en conséquence, la lutte avait repris le 1 juin 2004.

Durant cette période, et en particulier en 2008, le gouvernement turc lançait des opérations militaires pour prendre Zap (région frontalière avec l'Irak sous contrôle du PKK), mais il subit une lourde défaite dès la première semaine qui l'obligea à se retirer.

Malgré les obstacles, le DTP remporta, lors des élections locales du 29 mars 2009, 99 municipalités et gagna une représentation incontestable dans le domaine politique. Ce fut un tournant historique qui entraîna une suite d'événements dont voici une brève chronologie :

- ✚ Le KCK décrète unilatéralement un cessez-le-feu à la suite des élections du 29 mars 2009 qualifiées de « référendum ».
- ✚ Recep Tayyip Erdogan annonce le 12 avril 2009, après son retour des Etats Unis, un plan d'action tripartite Turquie/ Etats-Unis/Irak contre les combattants du PKK.
- ✚ L'Etat turc commence, dès le 14 avril 2009, les opérations qualifiées de "génocide politique".
- ✚ Le leader du Peuple kurde, Abdullah Öcalan, publie une feuille de route dont l'objectif est de privilégier la voie démocratique pour trouver une solution pacifique à la question kurde.
- ✚ Parallèlement, le processus pour trouver une issue pacifique connaît un sort contrasté : un pas en avant et deux pas en arrière.
- ✚ Au vu de ce blocage, Abdullah Öcalan fait appel aux combattants du PKK pour envoyer une délégation de paix.
- ✚ Un groupe de paix de 4 enfants et 34 adultes en provenance des camps de réfugiés de Kandil et de Maxmur, sont accueillis, le 19 octobre 2009, par des centaines de milliers de personnes au poste frontière turco-irakien de Habur.
- ✚ Recep Tayyip Erdogan, qui ne supporte pas cet accueil, décide, encore une fois, de bloquer le processus de paix et déclare : "on efface tout et on commence à zéro".
- ✚ Les médias turcs s'en mêlent et font monter les tensions.
- ✚ Abdullah Öcalan est, à la mi-octobre 2009, condamné à 10 jours de cellule et jeté, le 17 novembre 2009, dans "la fosse de la mort".
- ✚ Responsables politiques, enfants, étudiants, femmes et défenseurs des droits l'Homme sont les cibles de chaque vague d'arrestation opérée dans le cadre du plan de "génocide politique".
- ✚ La destitution du DTP (Parti pour une Société Démocratique), prononcée à l'issue de deux années de procès, provoque de nouvelles tensions.
- ✚ Abdullah Öcalan décide d'intervenir à nouveau et demande aux responsables politiques de l'ex DTP de ne pas se retirer de la vie politique, les exhortant à continuer la lutte politique avec le nouveau parti, le BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie), et ce, pour privilégier la solution démocratique.
- ✚ La répression enfle et est dirigée, cette fois-ci, contre les nouveaux dirigeants du BDP.
- ✚ Les rafles du 24 décembre 2009, qualifiées de coup d'Etat, visent le DTK, les maires ainsi que les représentants des organisations de la société civile. Dans le cadre de ces opérations policières, plus de 1500 personnes sont mises en garde à vue, 750 environ sont incarcérées, parmi lesquelles plus de 120 enfants âgés de 12 à 18 ans (les enfants peuvent être jugés et condamnés comme les adultes en vertu de la loi antiterroriste votée en 2005 par l'AKP).
- ✚ Les opérations policières anti kurdes que le gouvernement turc a lancées dans le cadre du processus "d'ouverture politique", sont d'une intensité encore jamais atteinte.
- ✚ Le bilan est lourd : 24 détenus et 61 civils tués. 35 journalistes arrêtés, 397 personnes torturées, plus de 5000 personnes en garde à vue, plus de 2640 mises en détention.
- ✚ 4000 enfants ont été jugés pour avoir jeté des pierres aux policiers
- ✚ 9 enfants ont été tués par le gouvernement turc, le premier, Abdülsamet Erip, 14 ans, a été tué lors des festivités de la fête des enfants à Yuksekova, et le dernier, Oguzhan Akyürek, 13 ans, a été tué dans un parc, près de Qergeli (province de Van) par une grenade lancée par des militaires turcs.
- ✚ La pression sur la presse kurde atteint également un niveau maximum.
- ✚ Metin Alatas, du journal Azadiye Welat est tué
- ✚ Vedat Kursun, ancien rédacteur du journal Azadiye Welat, est condamné à une peine de 166 ans de prison.
- ✚ La Turquie est condamnée, en 2009, à 12 reprises, par la Cour Européenne des droits de l'homme pour violations des droits humains.

- ✚ Entre le mois d'avril et le mois de décembre 2009, l'armée turque effectue 262 opérations ; 168 obus de mortier sont tirés.
- ✚ On note au Kurdistan une intensification de la "guerre spéciale".
- ✚ les villes de Siirt et Erdis sont le théâtre de scènes de viol d'une ampleur sans précédent.
- ✚ Comme dans les années 90, les enlèvements et les décès suspects recommencent
- ✚ Le Newroz (nouvel an kurde) est célébré par des millions de Kurdes ; l'armée turque réplique en lançant des opérations policières et des expéditions militaires aux frontières du Kurdistan.
- ✚ Une nouvelle alliance est conclue entre l'Iran, la Syrie et la Turquie qui se traduit dans ces 3 pays par une recrudescence de la répression sur la population kurde.
- ✚ Dans le cadre d'une politique assimilationniste, les autorités syriennes ont le projet de vider les villes à majorité kurde afin de les arabiser en faisant venir une population arabe émigrée.
- ✚ L'Iran, de son côté, continue à s'illustrer dans le registre "barbarie" : dimanche 9 mai au matin, 5 opposants au régime ont été pendus.
- ✚ L'Iran et la Turquie continuent à mener de concert leurs actions contre les bases des guérilleros ; le 20 mai, 7 heures durant, 20 avions de chasse bombardent les provinces Xineve et Xakurke, tuant 1 enfant et 2 civils ; 4 guérilleros sont également tués et 5 autres blessés. Plusieurs habitations sont partiellement détruites.
- ✚ Devant l'absence de réponse du gouvernement turc aux annonces répétées du conseil exécutif du KCK de respecter le cessez-le-feu, Abdullah Öcalan annonce qu'il retire toute offre de négociation au motif qu'il n'a aucun interlocuteur.
- ✚ Les membres du groupe de paix venant des camps de réfugiés de Maxmur et de Kandil, envoyés en Turquie à la demande d'Abdullah Öcalan, sont actuellement en garde à vue ; leur porte parole, Mehmet Serif Gençdal, est emprisonné pour propagande.
- ✚ Dans une déclaration du 1 juin, les combattants du PKK ont prévenus : ils utiliseront avec une force accrue leur droit de légitime défense.
- ✚ Le conseil exécutif du KCK, lors de sa déclaration du 1 juin 2010, dénonce l'attitude du gouvernement AKP qui refuse mettre fin à la guerre et d'explorer une voie pacifique dans le cadre de règles démocratiques ; le cessez-le-feu décrété unilatéralement est en conséquence caduc et l'entière responsabilité de cette situation incombe à l'AKP qui, par son attitude, sabote les voies du dialogue.

Durant les 18 années de résistance, les combattants du PKK ont décrété à 6 reprises un cessez-le-feu - le premier date de mars 1993 - sans jamais trouver d'interlocuteur pour négocier une solution pacifique.